Jeudi
28 novembre 2019
1,00 €
N° 22960 - 76e année
Votre journal à domicile
02 41 80 88 80

Le Courrier de l'ouest
ANGERS

La colère paysanne à Paris comme en Anjou

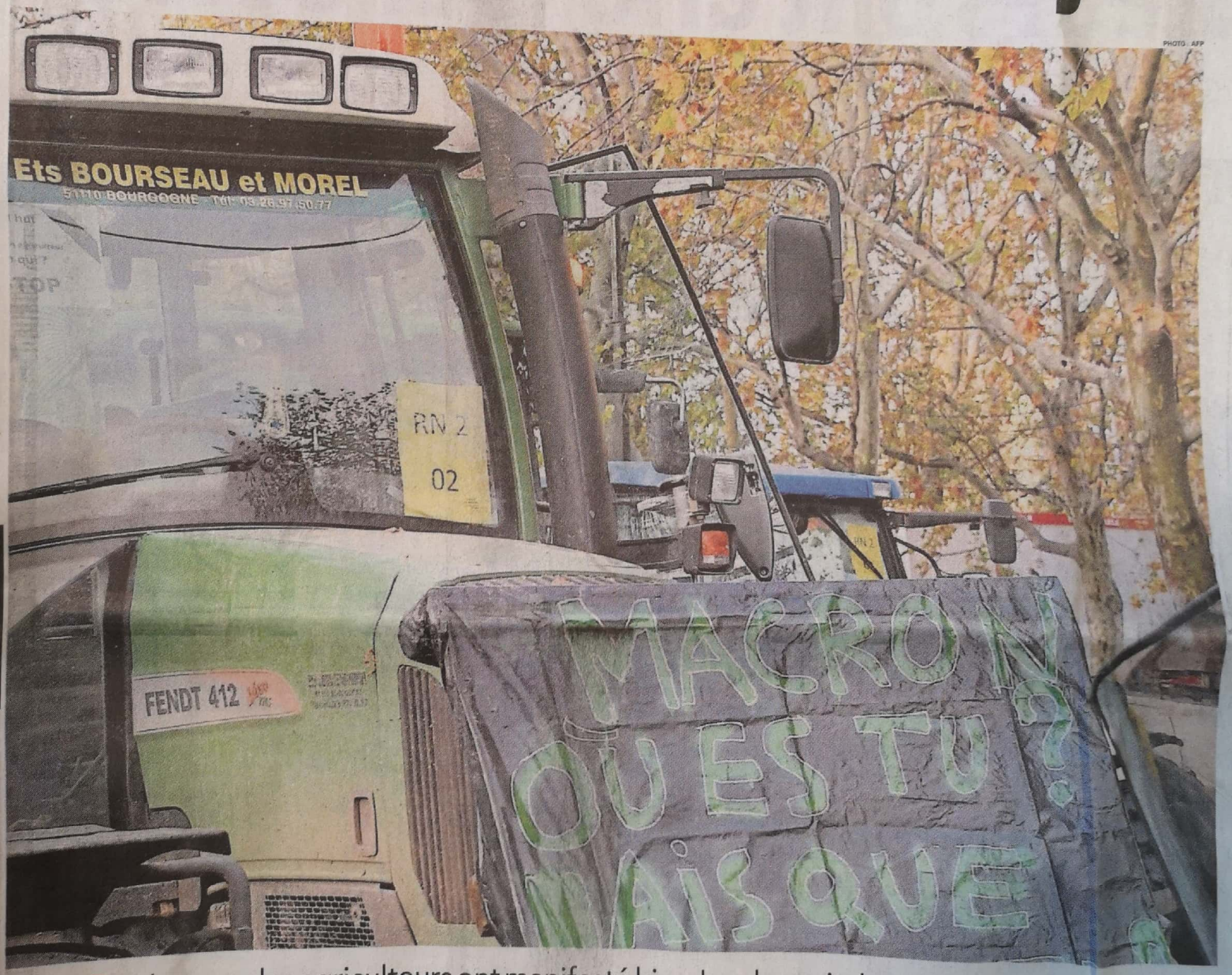

PHOTO : AFP

PARIS. Alors que les agriculteurs ont manifesté hier dans la capitale (photo), des actions coups de poing ont eu lieu en Anjou. Un éleveur choletais explique les raisons de cette fronde. PAGE 2

Scanned by CamScanner

Les agriculteurs ont crié leur colère

A Paris comme en Maine-et-Loire, les agriculteurs ont fait de nouveau monter la pression pour défendre leur profession.

Producteur laitier à Saint-Georges-des-Gardes, Thierry Baumard était lui aussi dans l'action mardi soir afin de défendre des prix rémunérateurs pour lui et ses collègues éleveurs (lire ci-contre). *« La grande distribution et les transformateurs doivent appliquer la loi, tout simplement »*, explique-t-il.

Chez lui, c'est une exploitation familiale comme le Maine-et-Loire en compte par milliers : 95 hectares de terres, 70 vaches laitières et un quota de 630 000 litres de lait par an, écoulé chez Lactalis, le géant lavallois du secteur laitier.

Au Gaec Les Hayes des frères Thierry et Freddy Baumard à Saint-Georges-des-Gardes, on a gardé un œil attentif hier, par écrans interposés, sur l'opération de blocage de la capitale organisée par la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs, les deux principaux syndicats agricoles (lire ci-dessous).

Saint-Georges-des-Gardes, GAEC Les Hayes, hier. Thierry Baumard élève avec son frère 70 vaches laitières.

PHOTO : CO - Yves BOITEAU

Grande distribution et transformateurs visés

« Une belle image. Mais dans un sens, c'est aussi triste de devoir en arriver là », glisse Thierry, 32 ans, le cadet. Mardi soir, à l'appel des Jeunes Agriculteurs de Maine-et-Loire, lui s'est mobilisé aux côtés de plusieurs dizaines d'agriculteurs des Mauges devant l'usine Charal à Cholet. Rien de bien méchant. *« Quatre à cinq bétaillères »* et le dépôt *« symbolique »* devant l'entreprise, filiale de Bigard, de chariots empruntés à un hypermarché voisin. *« Symbolique car le message était très clair : on ne veut plus que la Grande distribution et les transformateurs agroalimentaires se renvoient systématiquement la balle au moment de leurs négociations commerciales. On veut qu'ils respectent la loi Egalim et appliquent la transparence sur leurs marges »*, insiste Thierry, d'une voix posée.

Huit ans après son installation, concomitante au départ de ses parents, la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire est au cœur des préoccupations et des espoirs du jeune éleveur. Parce que son intitulé est explicite. Et parce qu'enfin, comme tant d'autres, il en espère une sécurisation des revenus de l'entreprise.

« En huit ans, je n'ai pas le sentiment que le prix du lait a beaucoup bougé. En revanche, le niveau des charges, que ce soit pour le matériel, les fournitures alimentaires, les frais divers, n'a cessé d'augmenter » explique-t-il. Le lait le fait-il vivre ? *« Il nous fait vivre mais on pourrait être encore plus dynamique et novateur si on pouvait investir. Et ne serait-ce qu'avoir un salarié. On travaille toujours à flux tendu, sans marge de manœuvre »*, regrette Thierry.

Les politiques attendus au tournant

Cette marge de manœuvre, c'est l'effort qu'il attend de la Grande distribution et des transformateurs, sous la forme de *« hausses de prix »* prenant en compte les indicateurs réels de coût production, pour reprendre l'argumentaire de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs. *« Ça nous paraît du bon sens que les efforts soient partagés et qu'on comprenne enfin qu'on souhaite gagner notre vie comme toute personne qui travaille aujourd'hui »*. Thierry attend aussi les politiques au tournant : *« C'est à eux de contrôler l'application de la loi »*.

Quant à l'agribashing et au dénigrement de l'agriculture qu'entendait dénoncer aussi le blocus de Paris, Thierry le perçoit à son niveau, via les réseaux sociaux surtout. *« Une minorité de personnes qui les utilise pour faire des images cash »*, estime-t-il, admiratif des quelques agriculteurs qui ont pris le pli de s'y opposer en montrant leur métier au quotidien sur Youtube, Twitter and co. Lui aussi vient d'ouvrir un compte sur Twitter. Mais pour *« observer d'abord comment ça se passe »*.

Yves BOITEAU

Des actions coups de poing un peu partout dans le département

L'action coup de poing des agriculteurs de la FDSEA et des Jeunes agriculteurs au Super U du Lion-d'Angers.

PHOTO : DR

La FDSEA et les Jeunes Agriculteurs du Maine-et-Loire ont mené des opérations coups de poing dans la nuit de mardi à mercredi devant plusieurs enseignes de la grande distribution et des entreprises de l'agroalimentaire.

À Cholet (chez Charal), Saint-Florent-le-Vieil (chez Lactalis), Ancenis, Le Lion-d'Angers (aux abattoirs Elivia et chez Super U), Brissac (chez Leclerc et Brioche Pasquier), Baugé (devant le magasin Aldi)... plus de 300 agriculteurs se sont mobilisés, selon les organisateurs de l'opération.

« Il faut passer aux actes »

« Ces actions s'inscrivent dans la continuité de celles des 8 et 22 octobre. Une nouvelle preuve de l'engagement des agriculteurs angevins, qui ne lâcheront rien tant que leurs revendications n'auront pas été prises en compte », expliquent-ils. *« Par cette action, nous avons tenu à rappeler notre priorité absolue : la défense du revenu des agriculteurs et des prix »*.

Et d'ajouter : *« Nous demandons donc aux opérateurs de respecter les agriculteurs dans les négociations commerciales qui démarrent actuellement, avec des indicateurs de coûts de production qui sont désormais établis et connus de tous. Fini les excuses, il faut passer aux actes et rendre aux producteurs l'argent et la valeur ajoutée qui leur ont été confisqués depuis trop longtemps... Nous demandons à la grande distribution d'appliquer scrupuleusement la loi Alimentation ; nous exigeons des industriels qu'ils demandent des hausses de prix dans ces négociations commerciales en utilisant les indicateurs de coûts de production à leur disposition ; et nous rappelons également à l'État son devoir de contrôles pour faire appliquer la loi »*.

« Les actions se poursuivront s'il le faut, tant que la bataille du prix ne sera pas gagnée et que les producteurs ne seront pas payés à un niveau de prix rémunérateur.

Scanned by CamScanner

A Paris, ils voulaient rencontrer Emmanuel Macron

Des centaines d'agriculteurs ont convergé hier vers Paris à l'appel des syndicats FNSEA et Jeunes Agriculteurs, où ils ont bloqué le périphérique durant toute la journée, en attendant d'être reçus par des représentants de l'Elysée en fin d'après-midi, alors qu'ils auraient voulu parler à Emmanuel Macron en personne.

«Nous allons rencontrer Anne de Bayser, la secrétaire générale adjointe et les conseillers agricoles de l'Elysée», ainsi que le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume, dans les locaux de son ministère, a déclaré la présidente de la FNSEA, l'Angevine Christiane Lambert, à ses troupes vers 16h30 sur les Champs-Elysées.

«Aujourd'hui, selon le comptage du ministère de l'intérieur, 1.086 tracteurs sont sur Paris. C'est un très haut chiffre, une très grosse mobilisation», a déclaré M. Guillaume devant le Sénat dans l'après-midi.

Selon leurs propres estimations, entre 800 et 900 tracteurs sont venus de six régions entourant la capitale. Ils devaient se rassembler dans la matinée sur l'avenue Foch, quartier cossu dans l'ouest de la capitale, où les forces de l'ordre les attendaient, mais ont choisi de mener des opérations escargot sur le périphérique.

Les tracteurs ont occupé hier le périphérique parisien, les agriculteurs réclamant une entrevue avec Emmanuel Macron. PHOTO : AFP

Parallèlement, environ 200 agriculteurs, venus à pied ou en voiture, sont restés massés hier au carrefour entre les Champs-Elysées et l'avenue George V.

Avec cette mobilisation, qui a également touché les régions de Lyon, du Mans ou encore de Toulouse, les agriculteurs entendaient exprimer leur désarroi face aux difficultés économiques qui s'accumulent et à la défiance d'une partie des citoyens.

La présidente de la FNSEA Christiane Lambert a demandé hier soir aux agriculteurs de *«suspendre le mouvement»*, à l'issue d'un rendez-vous avec le ministre de l'Agriculture et des conseillers de l'Elysée. *«Nous suspendons et nous rencontrons le 3 (décembre) au matin, c'est-à-dire mardi matin à 9h30, Edouard Philippe et ses conseillers avec les Jeunes Agriculteurs pour refaire un point sur l'ensemble des sujets»*, a-t-elle déclaré.

Scanned by CamScanner

«Là, il faut que ça paye !»

Les Champs-Elysées ont été momentanément bloqués, et du foin a été déversé devant le Fouquet's.

PHOTO : AFP

La Loi dite Egalim, issue des Etats généraux de l'alimentation et mise en place en début d'année, était censée ramener du revenu dans les cours des fermes en rééquilibrant les relations commerciales, mais jusqu'ici les agriculteurs disent ne pas vraiment voir de différence.

Les manifestants veulent donc mettre la pression sur la grande distribution et ses fournisseurs, alors que viennent de commencer les négociations commerciales annuelles qui fixent les prix pour un an.

«Nous sommes à mi-parcours de cette expérimentation. La loi prend réellement effet maintenant. L'année dernière c'était l'année zéro, les négociations commerciales avaient eu lieu sans que la loi porte ses fruits. Mais aujourd'hui, c'est le début de nouvelles discussions, et là, il faut que ça paye», a expliqué le ministre de l'Agriculture.

J49D02

Scanned by CamScanner